

# Pionnières du féminisme et du syndicalisme : Léa Roback et Madeleine Parent

Dossier thématique réalisé par la Cinémathèque québécoise, en collaboration avec le RéQEF, 2023.

Ces transcriptions sont tirées des chutes de tournage du film *Madeleine Parent, tisserande de solidarité* (2002), réalisé par Sophie Bissonnette.

## LES GRÈVES DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN ONTARIO (1971-1973)

### La grève de Texpack à Brantford, Ontario (1971)

Madeleine Parent : La Texpack c'était une usine, une manufacture de bandages et de différents produits qu'il fallait pour soigner les malades et qui étaient... dont les principaux clients étaient des hôpitaux ou des maisons de santé, malgré que ça se vendait aussi sur le marché de détail. Ça avait été organisé, je pense, vers la fin des années 50, avec nous, la grande majorité étaient des femmes. Et on avait eu des disputes avec la compagnie, mais jamais de grève. A un moment donné, les patrons qui étaient des gens de la ville, c'était à Brantford, ont décidé de vendre la manufacture et une grande compagnie multinationale American Hospital Supply Corporation, a acheté l'usine. Au bout d'une couple d'années, si... il y avait pas trop de changement parce qu'ils avaient accepté de garder les patrons antérieurs pour un bout de temps. Mais à un certain moment, la compagnie américaine a pris le contrôle complètement. Alors là, le régime a changé. Il y avait beaucoup de production. Ce n'était pas à la pièce, mais sur la machinerie et les femmes surveillaient la machinerie. Il y avait quelques hommes qui étaient mécaniciens, d'autres à l'expédition. Et les femmes étaient très très particulières pour la propreté, l'hygiène. Évidemment, c'était des produits d'hygiène et elles étaient formées comme ça. Alors cette nouvelle compagnie les poussait dans le dos « Sortez en plus, sortez en plus ! ». Elles avaient beau se disputer avec les contremaîtres « Ça fait du mauvais matériel. C'est pas comme ça devrait être, c'est pas de bonne... ». « Sortez, sortez-les ». Alors ce qui arrivait, ces commandes arrivaient à des hôpitaux. Le matériel n'était pas satisfaisant et l'hôpital cancellait la commande.

L'*American* envoyait ses vendeurs rencontrer la direction de l'hôpital. « Qu'est-ce qu'il y a, vous avez cancellé notre commande ». « Oui, regardez ça. Vous vous attendez pas à ce qu'on garde des produits comme ça ? ». « Oh, c'est vrai, c'est pas tellement de qualité, mais j'ai un autre produit américain que vous aimeriez mieux ». Alors, ils étaient en train de détériorer la qualité de la marchandise exprès pour couper ces commandes et les remplacer par des importations américaines ou d'autres pays où la compagnie avait des comptoirs ou avait des manufactures pour exploiter une main-d'œuvre encore moins chère.

Durant toute cette lutte, la compagnie a... tranchait. On a eu des négociations très dures cette année-là parce qu'on voulait revenir à un système plus responsable où les gens se faisaient pas non plus pousser dans le dos tout le temps. On a discuté sur la qualité parce que nos gens étaient formés pour un produit de qualité, puis elles voulaient pas continuer de produire comme ça. On s'est disputé sur un certain produit en particulier qui venait des

États-Unis, qui avait été des bandages dans des guerres précédentes, que les Américains... où ils étaient engagés, au Vietnam – et nous étions déjà rendus en presque en 70 – et en Corée. Et alors ils envoyaient ces vieux bandages qui n'avaient pas servi à la Texpack. Moi je croyais qu'ils les stérilisaient de nouveau. Mais non! Ils ont enlevé ce qui était le plus moisi et défectueux. Et puis elles emboîtaient ça sous une étiquette canadienne et ça allait, comme on l'a découvert durant la grève, pour les premiers soins aux travailleurs dans des usines ou dans des mines. Et ça avait été un grand sujet de protestation, mais la compagnie voulait pas en entendre parler. En plus de ça, ils nous ont donné un ultimatum dans les négociations. Il fallait une nouvelle clause complètement sur les droits de la gérance, qui leur donnait tous les droits. Alors la clause d'ancienneté valait plus rien. Si la gérance jugeait qu'un employé devait être congédié, si la vitesse d'une machine était trop forte, on n'avait pas de droit parce que la compagnie était juge de tout ça. Et on a décidé, on ne peut pas faire ça. Et en plus les commandes qui étaient annulées et remplacées par des produits américains, l'usine était une grande usine parce que ceux qui ont vendu, avaient misé et investi dans une usine agrandie, et des produits américains rentraient.

Alors avec tout ça et le refus de la compagnie de négocier sérieusement le directeur du personnel arrivait de Los Angeles, vers 10h30 du matin, il regardait sa montre, puis il disait : « Faut que je parte à 4 h prendre mon avion ». Comme si ce qu'on avait à dire était connu d'avance et il n'allait rien changer. Alors on a... et le dernier jour avant la grève, qui était une grève légale, le gérant a convoqué les employés devant lui. Il leur a dit que si on faisait la grève, on allait être battus. Qu'est-ce qu'un petit syndicat canadien pouvait faire quand il avait combattu et gagné sur les Teamsters aux États-Unis, qu'ils étaient tellement riches et le reste, et le reste. Les gens n'ont rien dit, mais ils étaient profondément indignés. Et alors, le soir, on a eu une assemblée, puis les gens ont dit « On fait la grève. C'est légal, on la fait demain matin ». Alors la grève s'est passée. La compagnie a recruté des briseurs de grève dans les bas-fonds de Hamilton. Hamilton était une ville industrielle. Il y avait de grands locaux, des travailleurs dans l'électricité, à la Westinghouse, dans l'acier. Et aussi c'était un centre des camionneurs pour toute la région du Niagara. Et le dirigeant était par accident, un bon dirigeant du syndicat des camionneurs des Teamsters. Et la compagnie a recruté... Il s'est avéré que quand la compagnie a acheté l'usine de la Texpack, c'était pas pour continuer de produire, mais c'était pour s'en servir comme d'un pied-à-terre pour entrer dans le marché canadien avec ses produits faits aux États-Unis et dans d'autres pays du monde. Et qu'ils allaient se servir de cette usine comme d'un entrepôt et non d'une manufacture pour production.

Sophie Bissonnette : Avec ce que ça veut dire comme coupures d'emplois, etc. ?

MP : C'est ça et comme un détournement des instruments de production de la richesse que nous avons au Canada. Alors, quand... c'est la grève qui a permis d'ouvrir toute cette question, d'autant plus que la police était très, très vigoureuse et agressive et qu'il y a eu plus de 100 arrestations, pour une usine qui était réduite à peu près 135 employés, étant donné que la compagnie avait... s'était arrangé pour que des commandes soit annulées. Alors on a pu, avec l'appui du public, et vous savez, les compagnies semblent jamais comprendre : plus il y a d'arrestations, plus on fait la nouvelle [rire]. Et alors les journalistes en sont rendus dans ce temps-là à appeler à tous les matins après que les *scabs* sont entrés. « Est ce qu'il y a eu des arrestations ? ». Puis on pouvait les contenter, il y avait des arrestations ! Et ça a fait tellement de bruit, alors qu'on pouvait exposer le rôle d'une grande compagnie américaine, qui était en train de détruire nos emplois et nos instruments de production, qu'on a eu beaucoup de sympathie et beaucoup d'appui. Et des travailleurs d'autres usines, soit à Hamilton, à Brantford, à Oakville, à Toronto s'intéressaient à notre cause et beaucoup sont venus sur nos lignes de piquetage. Ainsi que des étudiants et des

militants de ce qu'on appelait le Waffle. C'était une section du Nouveau Parti démocratique, plus militant que les dirigeants du Nouveau Parti démocratique et qui avait tendance à appuyer les bonnes causes et les causes des grèves en particulier.

SB : C'est devenu une cause pour le nationalisme canadien, finalement?

MP : C'est ça, c'est ça. Et nous avons su que certains représentants de grandes compagnies à Hamilton – parce que tous les matins, à Hamilton, il y avait des volontaires qui faisaient la chasse aux briseurs de grève qui étaient ramassés à Hamilton, supposément secrètement, pour venir se faire escorter par la police jusqu'à Brantford et entrer en briseurs de grève. Alors certaines compagnies, nous dit-on, ont fait savoir au gouvernement conservateur d'Ontario : « Si vous ne faites pas attention, on pourrait avoir une grève générale dans Hamilton. Et puis ça ne vaut pas la peine pour l'amour d'une centaine ou 135 filles à Brantford.

Alors on nous dit que le gouvernement a fait savoir à la compagnie que si la grève ne se réglait pas dans un temps raisonnable, qu'ils auraient plus de police. C'est bien simple. Et de fait, c'est ce qui est arrivé. C'est que le ministre du Travail a pris ses responsabilités, il a convoqué le syndicat, il a convoqué la compagnie et il a dit « Chacun, vous avez quelqu'un, un c'était le député-ministre du Travail, avec nous c'était le médiateur en chef qui était beaucoup plus ferré sur les négos difficiles, que le député-ministre, et on revenait à lui constamment et le ministre suivait tout, malgré que c'était pas son génie qui résultait dans... les résultats. Et finalement, ils ont signé et on a gagné. Et on a gagné avec le retour de tous les gens et une certaine... un certain engagement de la part de la compagnie pour maintenir un certain niveau de personnel. Et ça a été beaucoup discuté partout, parce qu'il y avait d'autres usines qui se fermaient dans d'autres secteurs et il y avait des gens qui disaient « Mais vous autres, avec votre petit syndicat, vous dérangez tout, tout, toute la section industrielle, puis vous réussissez ! Pourquoi est-ce qu'on peut pas faire pareil ? ». Bien ils auraient pu faire pareil s'ils avaient voulu, hein? Mais ça a eu une grande répercussion et nos gens étaient satisfaits. Et je dois dire que les femmes étaient au moins les trois quarts des grévistes. La présidente, une jeune femme était excellente et Kent n'a jamais quitté la ligne de piquetage. La compagnie était allée demander une injonction contre nous, même si la grève était légale et la Cour leur avait accordé l'injonction *ex parte*. Nous sommes allés en appel et la Cour d'appel a siégé presque trois mois sur l'appel d'injonction. Puis, quand la grève se réglait, ils nous ont donné raison. Mais l'injonction avait servi contre nous pendant presque trois mois.

### **La grève de Artistic Woodwork à Toronto (1973)**

Madeleine Parent : Artistic Woodwork c'est dans la ville de Toronto, il y avait à peu près 150 travailleurs, surtout des hommes. C'était la grève qui a exposé le fait que les immigrants dans la moyenne et la petite industrie en Ontario étaient fortement exploités, sous-payés et aussi qu'il y en avait beaucoup qui travaillaient dans des conditions très dangereuses pour leur santé. C'était une manufacture qui produisait des cadres de bois et il y avait une scierie où beaucoup de gens avaient perdu un doigt, s'était estropié, et il y avait toute une grande section où c'était le vernissage, le décapage, le repolissage et le reste avec toutes les odeurs dangereuses qu'ils respiraient sans que les conditions de l'usine soient bonnes. Ça a été une grève légale, le patron en négo qui était un « Dutch Afrikaner », de la pire espèce vraiment, qui avait embauché différents travailleurs de différentes origines ethniques, qui pouvaient difficilement se parler, entrer et communiquer. Et il avait offert une augmentation salariale modeste, mais qui aurait été acceptée. Mais pour une première convention

collective, il nous imposait absolument une clause de droit de la gérance qui enlevait aux travailleurs tout ce qu'ils pourraient gagner par un syndicat. Et lui croyait qu'avec le langage légal d'une clause des droits de la gérance, que les travailleurs comprendraient pas qu'on les plaçait dans un piège et qu'ils se laisseraient faire puis signeraient. Et nous on explique toujours aux gens de quoi il s'agit, pour pas qu'ils se trompent, qu'ils comprennent. Et on leur demandait « Est-ce que c'est bon ? Est-ce que c'est mauvais ? ». « Ben c'est mauvais ! ». « Comment ? Pourquoi ? ». « Bien parce que tu peux gagner un 25 cennes de l'heure plus, mais il peut te congédier quand il veut, ou il peut augmenter les cadences de ton travail quand il veut. Ça fait partie des droits de la gérance et tu n'as aucun recours ». Alors c'était bien facile pour les gens de comprendre. D'une main il nous donne un peu d'argent, puis d'une autre main, il prend les pouvoirs de tout faire contre nous.

Et on a pu pendant cette grève exposer les conditions malsaines qu'il y avait. Mais la compagnie n'était pas satisfaite. À partir du premier jour, elle entraînait des briseurs de grève avec l'appui de la police. Il y avait dans le grand Toronto ce qu'ils appelaient *the tactical squad* ou l'équipe antiémeute, qui créait elle-même des émeutes. Et ces policiers étaient parmi les pires de la force policière du Grand Toronto. Et la plupart quand ils faisaient des coups contre les grévistes, enlevaient leur chapeau ou échangeaient leurs chapeaux entre eux ou enlevaient leur numéro sur eux, leur identification. Alors on ne pouvait pas savoir qui faisait un coup, alors qu'on savait par exemple, qu'ils en faisaient. Et il y a eu plus que 125 arrestations. En parlant de cette cause comme une cause des immigrants exploités dans le grand Toronto, et tout le monde savait qu'il y en avait beaucoup, et avec toutes les arrestations qui faisaient toujours la nouvelle avec les journaux, on a pu illustrer la barbarie de cette compagnie et la mauvaise conduite d'une équipe de police qui avait aucun respect pour le monde. On a eu plusieurs conseillers de la ville sur notre ligne de piquetage dont un a été arrêté. Il n'était pas seulement conseiller, mais il était aussi ministre d'une des églises protestantes. On a eu des étudiants, on a eu des travailleurs d'autres usines, des syndiqués. Et il y avait une chose intéressante. Quand un groupe de syndiqués venait, par exemple de la... d'une avionnerie, ils portaient tous un gilet avec l'écusson de leur syndicat. Et les policiers les touchaient pas. Mais un matin, deux de leur groupe d'une usine d'aviation n'avaient pas porté leur gilet, puis les policiers les ont arrêtés! Et il y a eu toute une répercussion dans l'avionnerie. Les gens ont riposté, la compagnie a riposté davantage et ç'a fait une vraie bataille. Mais on voyait là qu'ils s'en prenaient aux gens qui appuyaient, mais ils respectaient quand même, jusqu'à un certain point, certains gros syndicats.

Il y avait aussi que les travailleurs eux-mêmes, de l'usine, qui étaient tous des immigrants, sauf toi que je connaissais, ils avaient peur, beaucoup avaient peur de la déportation. Et les policiers leur disaient : « Je vais t'arrêter et si je t'arrête et que tu es condamné pour une cause criminelle, si tu es pas encore citoyen – puis la plupart l'étaient pas encore – tu vas te faire déporter ». Et justement, un de nos jeunes grévistes, un Grec, et c'était pendant la Grèce sous les colonels, il a été arrêté et il a été appelé aux couleurs, à l'armée en Grèce. Et puis notre meilleur avocat a tout fait et il s'est pas fait déporté. Mais il y avait une crainte chez les travailleurs immigrants qui était terrible.

Sophie Bissonnette : Quand s'est réglé...

MP : Bien ç'a s'est réglé... On a signé une première convention collective. Et le patron, avant de signer, avait amené, fait amener tous les briseurs de grève devant le conseil de ville de Toronto, qui dirigeait la police, et devant le ministère du Travail pour protester. Et ils se sont fait dire au ministère du Travail – nous on était en haut et eux étaient en bas – « c'est malheureux, mais vous n'êtes pas un syndicat accrédité. On négocie avec le syndicat ». Mais j'ai su encore une fois que le gouvernement... d'abord. le maire de la ville,

avait rencontré le Premier ministre de la province et avait dit : « Nos policiers se conduisent si mal qu'on est en train de perdre une réputation importante comme force policière. Il faut que vous fassiez quelque chose ». Puis il aurait dit, selon mes informations, le Premier ministre à la compagnie : « Si vous ne réglez pas dans un temps raisonnable, vous n'aurez plus de police ». Et c'est pour ça que notre *Dutch Afrikaner*, le gérant-général avait amené les briseurs de grève, payés par lui, pour protester devant le Conseil de ville et le ministère du Travail. Mais on a gagné quand même. Malheureusement, dans les deux années qui ont suivi, ce même patron fascisant, faut le dire, a réussi à décourager assez de gens, à créer assez de division, qu'on a perdu. Mais dans l'intervalle, il y avait un groupe de briseurs de grève qui venait – c'était des gens de l'Asie du Sud qui étaient en Afrique du Sud pendant le temps de l'Apartheid – qui étaient rendus à Montréal, qui n'avaient aucun emploi et à qui le patron avait dit : « Bien, je vais vous faire entrer ». C'était comme briseurs de grève, mais ils l'ont compris quand ils ont passé les lignes dans des autos menées par des contremaîtres. Bien, une fois la grève terminée, un de ces immigrants de l'Afrique de l'Apartheid est devenu le président et un autre, très actif, et on a porté la cause... et un troisième, qu'il a congédié. Et on a porté la cause devant la Commission des relations ouvrières. Ça a duré presque un an. Le président est parti, il a lâché, parce que comme immigrant, il dit « Il faut que je gagne ma vie ailleurs ». L'autre a tenu bon et le Canadien qui avait été congédié aussi, puis on a gagné leur cause, puis ils ont été réinstallés. Alors si on a perdu deux ans plus tard, au moins, on a réussi à faire des choses.

SB : Par rapport à la police... c'a fait un débat sur comment la police devrait intervenir.

MP : Oui. Nous étions devant le Conseil de ville de Toronto, devant l'exécutif du Conseil qui se rencontrait une autre semaine, devant le conseil du Grand Toronto et devant leur exécutif à tous les mois, c'est-à-dire quatre fois. Et on parlait des outrages de la police sur les gens. Et ça fait un grand scandale, ça fait beaucoup de critiques et finalement, un peu après notre grève, il y a eu une enquête sur la police où on a exposé, on a étalé ce qui s'était fait. D'autres syndicats, d'autres ont exposé aussi. Et je crois que ça a été la pire... le pire des exemples de barbarie de la police. Que après ça, ça n'a pas tellement changé. Mais ces excès terribles, où on battait les gens, ç'a a été atténué. Et aussi on a pu exposer le fait que presque tous les policiers, surtout dans cette escouade, étaient des Blancs, qui avait des préjugés contre les gens de couleur et contre les immigrants. Et que c'était mal d'avoir une force policière où les minorités n'étaient pas représentées. Et ça a pris du temps, mais par après, il y a eu un certain changement, peut-être pas satisfaisant, mais il y a eu un progrès sur le passé.